



RCS : LAVAL

Code greffe : 5301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 00552

Numéro SIREN : 388 758 443

Nom ou dénomination : FIMADIS

Ce dépôt a été enregistré le 24/10/2017 sous le numéro de dépôt 4477

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAVAL

CS 415 (12 allée de la Chartrie)
53004 LAVAL CEDEX
TEL: 02 43 59 70 80 - FAX : 02 43 58 15 67
www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

CABINET VILAINE
6 AV. JACQUES CARTIER
B.P.123
44817 ST HERBLAIN CEDEX

V/REF :
N/REF : 2005 B 552 / 2017-B-4477

Le greffier du tribunal de commerce de Laval certifie qu'il a reçu le 12/10/2017,
les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le
28/02/2017.

Concernant la société

FIMADIS
Société par actions simplifiée
rue du Prieuré
53100 Mayenne

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-B-4477 le 24/10/2017
R.C.S. LAVAL 388 758 443 (2005 B 552)

Fait à LAVAL le 24/10/2017,
Le Greffier





Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

FIMADIS

Rue du Prieuré
53100 MAYENNE

S.A.S. au capital de 300 000 €
R.C.S. LAVAL 388 758 443

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Mars 2016 au 28 Février 2017

certifié conforme


BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois			Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	15 696 031	9 701 303	5 994 727	6 197 364
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 537 908	77 535	1 460 373	1 460 050
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	85 747	77 535	8 211	7 889
FONDS COMMERCIAL (1)	1 452 161		1 452 161	1 452 161
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 789 864	9 605 749	3 184 115	3 404 105
TERRAINS	1 173 725	581 229	592 496	614 579
CONSTRUCTIONS	7 892 521	5 784 529	2 107 991	2 307 063
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 340 976	2 894 908	446 067	445 693
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	374 234	345 082	29 152	31 767
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	8 406		8 406	5 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 368 257	18 019	1 350 238	1 333 208
PARTICIPATIONS	134 990		134 990	134 990
TITRES IMMOBILISES DIVERS	702 997		702 997	695 572
PRETS	174 604		174 604	161 657
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	355 664	18 019	337 645	340 987
ACTIF CIRCULANT	6 526 340		6 526 340	5 719 496
STOCKS ET EN-COURS	3 497 941		3 497 941	3 325 010
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	16 117		16 117	14 386
MARCHANDISES	3 481 823		3 481 823	3 310 624
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	2 689		2 689	
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 146 265		1 146 265	1 124 708
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	52 400		52 400	52 237
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 093 865		1 093 865	1 072 471
CREANCES DIVERSES (3)	239 322		239 322	222 104
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	400 000		400 000	630 064
DISPONIBILITES	1 148 164		1 148 164	329 162
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	91 957		91 957	88 446
TOTAL GENERAL	22 222 371	9 701 303	12 521 067	11 916 861
(1) Dont droit au bail			8 379	7 605
(2) Dont à moins d'un an			36 101	31 294
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	4 824 215	4 023 966
CAPITAL	300 000	300 000
RESERVES	3 113 966	2 426 018
RESERVE LEGALE	30 000	30 000
AUTRES RESERVES	3 083 966	2 396 018
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 410 249	1 297 947
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	4 824 215	4 023 966
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 640	
PROVISIONS POUR RISQUES	8 640	
DETTES (1)	7 688 212	7 892 894
DETTES FINANCIERES (2)	2 081 506	2 442 283
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	1 455 230	1 780 580
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	626 276	661 702
DETTES D'EXPLOITATION	5 496 570	5 339 060
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 265 789	3 167 494
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 045 009	1 995 924
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	185 770	175 640
DETTES DIVERSES	110 134	111 551
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	33 289	37 268
AUTRES DETTES DIVERSES	76 845	74 282
TOTAL GENERAL	12 521 067	11 916 861
(1) Dont à plus d'un an	1 649 124	1 510 986
Dont à moins d'un an	6 039 087	6 381 908
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		170

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	46 670 970	47 101 535
VENTES DE MARCHANDISES	45 891 566	46 257 613
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	31 263	29 393
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	567 726	759 646
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	46 490 556	47 046 653
REPRISES SUR PROVISIONS	70 872	
TRANSFERTS DE CHARGES	75 747	22 442
AUTRES PRODUITS	33 794	32 438
CHARGES D'EXPLOITATION	44 199 020	44 740 043
ACHATS DE MARCHANDISES	35 065 660	35 958 173
VARIATION DES STOCKS	(171 199)	(224 597)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	122 299	122 967
VARIATION DES STOCKS	(1 731)	2 691
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 074 508	2 872 436
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	637 355	653 377
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 869 081	3 731 902
CHARGES SOCIALES	1 039 532	997 194
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	480 643	552 057
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT		70 872
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	8 640	
AUTRES CHARGES	74 231	2 968
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 471 950	2 361 491
PRODUITS FINANCIERS	18 115	14 825
PARTICIPATIONS	12 572	11 228
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 480	1 874
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	2 415	1 633
REPRISES SUR PROVISIONS	958	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	689	88
CHARGES FINANCIERES	43 294	77 130
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		18 977
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	43 294	58 152
RESULTAT FINANCIER	(25 179)	(62 304)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 446 771	2 299 186



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 019	3 574
SUR OPERATIONS DE GESTION	28 019	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		3 574
CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 307	17 276
SUR OPERATIONS DE GESTION	8 307	16 250
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 026
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 712	(13 701)
PARTICIPATION DES SALARIES	486 859	466 489
IMPOTS SUR LES BENEFICES	569 375	521 048
<i>Total des produits</i>	<i>46 717 105</i>	<i>47 119 935</i>
<i>Total des charges</i>	<i>45 306 856</i>	<i>45 821 987</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	1 410 249	1 297 947
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	1 881	3 113

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les fonds commerciaux sont inscrits pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur d'apport suite à fusion ; ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement ANC n°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ce fonds en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 20 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 10 ans
- Constructions :	15 à 20 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Le capital social se compose de 2 000 actions de 150 euros.

Fonds commercial

* Fonds commercial cordonnerie	Acquisition en 03/1995	12 958
* Fonds commercial Mayenne Distribution	Fusion en 08/1996	968 051
* Fonds commercial Gitem	Acquisition en 08/2004	231 180
* Fonds commercial presse	Acquisition en 11/2005	135 000
* Fonds commercial pressing	Acquisition en 02/2014	104 972
		1 452 161

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 536 567	1 342		1 537 909
Immobilisations corporelles	12 548 259	259 634	18 028	12 789 865
Immobilisations financières - titres	831 522	6 466		837 988
Immobilisations financières - créances	520 664	30 304	20 699	530 270
	15 437 012	297 746	38 727	15 696 031

Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	76 516	1 020		77 536
Immobilisations corporelles	9 144 154	479 623	18 028	9 605 749
	9 220 670	480 643 (*)	18 028	9 683 285
(*) Dont dotation : . linéaire		380 465		
. dégressive		100 179		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)		8 640		8 640
Dépréciations de l'actif immobilisé	18 978		959	18 019
Dépréciations de l'actif circulant (2)	70 872		70 872	
	89 850	8 640 (*)	71 831 (*)	26 659
(*) Dont : . exploitation		8 640	70 872	
. financier			959	
. exceptionnel				

(1) Le montant des provisions pour risques et charges correspond à un litige prudhommal.

(2) En janvier 2017, la cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au ministère de l'économie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (71k€).

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	530 270	8 379	521 891
Acomptes versés sur commandes	2 690	2 690	
Créances d'exploitation	1 146 266	1 110 165	36 101
Créances diverses	239 323	239 323	
Charges constatées d'avance	91 957	91 957	
	2 010 505	1 452 513	557 992

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	1 858	1 858		
Emprunts bancaires (1)	1 453 372	540 036	834 761	78 574
Emprunts & dettes financières divers (2)	626 276	149 742	476 534	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	5 496 571	5 271 294		225 277
Dettes diverses	110 135	76 157		33 978
Produits constatés d'avance				
	7 688 212	6 039 087	1 311 296	337 829
<i>(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires</i>				1 858
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				200 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				524 298
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				16 682

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et les charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement	Néant
--	--------------

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	<u>Hypermarché</u>	<u>Drive</u>	<u>Total</u>
- Ventes de marchandises	42 728 711	3 162 855	45 891 566
- Production vendue (biens)	31 264		31 264
- Production vendue (services)	529 171	38 556	567 727
	43 289 146	3 201 411	46 490 557

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	9
- Agents de maîtrise	18
- Employés	149
	176

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 198 388 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement au sein du magasin (notamment operculeuse boucherie) et du drive (notamment vitrines surgelés).

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 212 230 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Certificats d'économie d'énergie		28 019
Pénalités et amendes	107	
Subvention accordée	8 200	
	8 307	28 019

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	225 277
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	261 582
	486 859

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée de crédits et réductions d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère F.N.C..

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	718 929
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 149 554
	569 375

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	85 536
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	91 269

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce ou nantissement de compte bancaire).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	2 916 045	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 35 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 443 000 €

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	59 991	75 000
Créances rattachées à des participations	88 193	37 763
Prêts		
Emprunts et dettes financières divers	16 682	
Produits de participation		
Autres produits financiers		225
Charges financières	1 881	

Filiales & participations à plus de 50 %	S.C.I. Y.B.J. Rue du Prieuré 53100 MAYENNE R.C.S. 512 229 337
Capital	13 000
Capitaux propres autres que le capital	18 080
Quote-part du capital détenu	99.99%
Valeur brute des titres détenus	59 991
Valeur nette des titres détenus	59 991
Prêts et avances consentis	
Cautions & avals donnés	
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	61 600
Résultat du dernier exercice clos	10 987
Dividendes encaissés	
Date du dernier exercice clos	31/12/2016

S.A.R.L. OIL DIST
Lotissement des 5 chemins
61220 BRIOUZE
R.C.S. 449 617 117

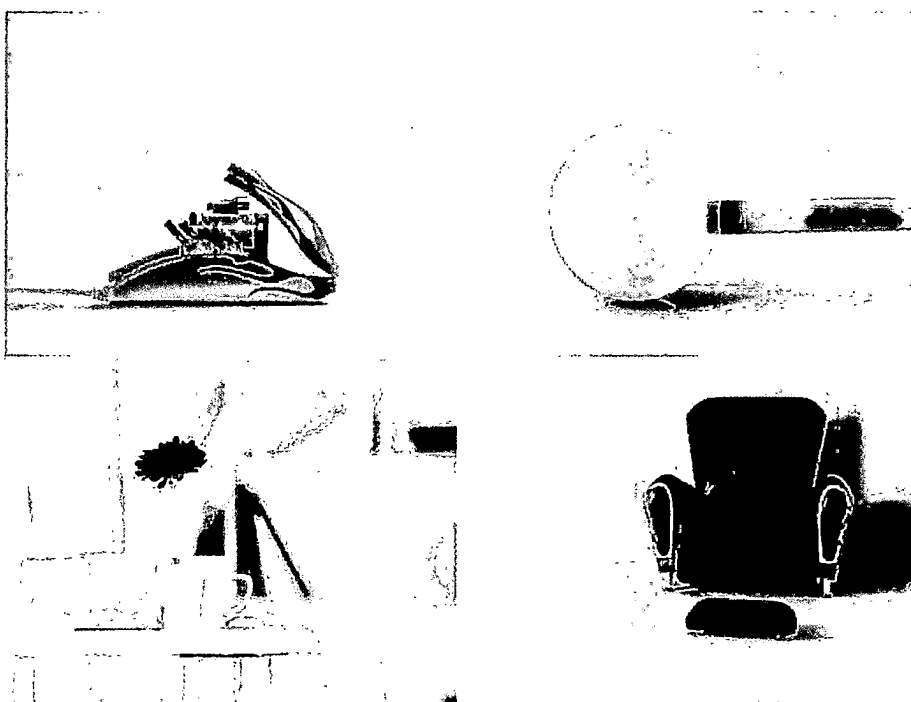
Filiales & participations entre 10 & 50 %

Capital	375 000
Capitaux propres autres que le capital	- 488 314
Quote-part du capital détenu	20.00%
Valeur brute des titres détenus	75 000
Valeur nette des titres détenus	75 000
Prêts et avances consentis	37 500
Cautions & avals donnés	
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	3 751 417
Résultat du dernier exercice clos	89 377
Dividendes encaissés	
Date du dernier exercice clos	31/12/2016

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

4 bonnes raisons de choisir Altonéo



Audit • Expertise-Comptable • Droit • Conseil • Ressources humaines • Informatique

ALTONEO AUDIT
Siège social :
143 rue de Paris – CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9
499 885 333 RCS LAVAL

SAS FIMADIS
388 758 443 RCS LAVAL
Rue du Prieuré
53100 - MAYENNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 28 FEVRIER 2017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 28 février 2017

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 28 février 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société FIMADIS SAS, Rue du Prieuré, 53100 MAYENNE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

.../...

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9, alinéa 1, du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

La société constate, à la clôture de l'exercice, un stock d'une valeur nette de 3 497 941 €.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à :

- assister à l'inventaire physique ;
- effectuer une revue analytique des stocks ;
- contrôler les quantités et l'évaluation des stocks par sondages ;
- vérifier la permanence des méthodes de valorisation.

Ces travaux n'ont pas révélé d'élément de nature à remettre en cause l'évaluation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et contribuent donc à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

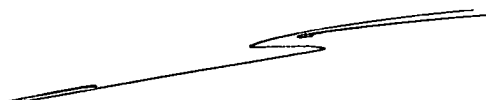
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Laval, le 26 juillet 2017

Le Commissaire aux Comptes

ALTONEO AUDIT



Cédric TOMINE
Associé

BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois			Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	15 696 031	9 701 303	5 994 727	6 197 364
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 537 908	77 535	1 460 373	1 460 050
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	85 747	77 535	8 211	7 889
FONDS COMMERCIAL (1)	1 452 161		1 452 161	1 452 161
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 789 864	9 605 749	3 184 115	3 404 105
TERRAINS	1 173 725	581 229	592 496	614 579
CONSTRUCTIONS	7 892 521	5 784 529	2 107 991	2 307 063
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 340 976	2 894 908	446 067	445 693
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	374 234	345 082	29 152	31 767
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	8 406		8 406	5 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 368 257	18 019	1 350 238	1 333 208
PARTICIPATIONS	134 990		134 990	134 990
TITRES IMMOBILISES DIVERS	702 997		702 997	695 572
PRETS	174 604		174 604	161 657
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	355 664	18 019	337 645	340 987
ACTIF CIRCULANT	6 526 340		6 526 340	5 719 496
STOCKS ET EN-COURS	3 497 941		3 497 941	3 325 010
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	16 117		16 117	14 386
MARCHANDISES	3 481 823		3 481 823	3 310 624
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	2 689		2 689	
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 146 265		1 146 265	1 124 708
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	52 400		52 400	52 237
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 093 865		1 093 865	1 072 471
CREANCES DIVERSES (3)	239 322		239 322	222 104
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	400 000		400 000	630 064
DISPONIBILITES	1 148 164		1 148 164	329 162
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	91 957		91 957	88 446
TOTAL GENERAL	22 222 371	9 701 303	12 521 067	11 916 861
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an			8 379	7 605
(3) Dont à plus d'un an			36 101	31 294

BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	4 824 215	4 023 966
CAPITAL	300 000	300 000
RESERVES	3 113 966	2 426 018
RESERVE LEGALE	30 000	30 000
AUTRES RESERVES	3 083 966	2 396 018
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 410 249	1 297 947
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	4 824 215	4 023 966
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 640	
PROVISIONS POUR RISQUES	8 640	
DETTES (1)	7 688 212	7 892 894
DETTES FINANCIERES (2)	2 081 506	2 442 283
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	1 455 230	1 780 580
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	626 276	661 702
DETTES D'EXPLOITATION	5 496 570	5 339 060
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 265 789	3 167 494
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 045 009	1 995 924
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	185 770	175 640
DETTES DIVERSES	110 134	111 551
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	33 289	37 268
AUTRES DETTES DIVERSES	76 845	74 282
TOTAL GENERAL	12 521 067	11 916 861
(1) Dont à plus d'un an	1 649 124	1 510 986
Dont à moins d'un an	6 039 087	6 381 908
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		170

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	46 670 970	47 101 535
VENTES DE MARCHANDISES	45 891 566	46 257 613
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	31 263	29 393
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	567 726	759 646
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	46 490 556	47 046 653
REPRISES SUR PROVISIONS	70 872	
TRANSFERTS DE CHARGES	75 747	22 442
AUTRES PRODUITS	33 794	32 438
CHARGES D'EXPLOITATION	44 199 020	44 740 043
ACHATS DE MARCHANDISES	35 065 660	35 958 173
VARIATION DES STOCKS	(171 199)	(224 597)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	122 299	122 967
VARIATION DES STOCKS	(1 731)	2 691
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 074 508	2 872 436
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	637 355	653 377
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 869 081	3 731 902
CHARGES SOCIALES	1 039 532	997 194
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	480 643	552 057
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT		70 872
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	8 640	
AUTRES CHARGES	74 231	2 968
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 471 950	2 361 491
PRODUITS FINANCIERS	18 115	14 825
PARTICIPATIONS	12 572	11 228
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 480	1 874
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	2 415	1 633
REPRISES SUR PROVISIONS	958	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	689	88
CHARGES FINANCIERES	43 294	77 130
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		18 977
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	43 294	58 152
RESULTAT FINANCIER	(25 179)	(62 304)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 446 771	2 299 186

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 019	3 574
SUR OPERATIONS DE GESTION	28 019	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		3 574
CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 307	17 276
SUR OPERATIONS DE GESTION	8 307	16 250
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 026
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 712	(13 701)
PARTICIPATION DES SALAIRES	486 859	466 489
IMPOTS SUR LES BENEFICES	569 375	521 048
<i>Total des produits</i>	<i>46 717 105</i>	<i>47 119 935</i>
<i>Total des charges</i>	<i>45 306 856</i>	<i>45 821 987</i>
BÉNÉFICE NET COMPTABLE	1 410 249	1 297 947
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	1 881	3 113

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les fonds commerciaux sont inscrits pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur d'apport suite à fusion ; ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement ANC n°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ce fonds en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 20 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 10 ans
- Constructions :	15 à 20 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Le capital social se compose de 2 000 actions de 150 euros.

Fonds commercial

* Fonds commercial cordonnerie	Acquisition en 03/1995	12 958
* Fonds commercial Mayenne Distribution	Fusion en 08/1996	968 051
* Fonds commercial Gitem	Acquisition en 08/2004	231 180
* Fonds commercial presse	Acquisition en 11/2005	135 000
* Fonds commercial pressing	Acquisition en 02/2014	104 972
		1 452 161

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 536 567	1 342		1 537 909
Immobilisations corporelles	12 548 259	259 634	18 028	12 789 865
Immobilisations financières - titres	831 522	6 466		837 988
Immobilisations financières - créances	520 664	30 304	20 699	530 270
	15 437 012	297 746	38 727	15 696 031

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	76 516	1 020		77 536
Immobilisations corporelles	9 144 154	479 623	18 028	9 605 749
	9 220 670	480 643 (*)	18 028	9 683 285
(*) Dont dotation : . linéaire		380 465		
. dégressive		100 179		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)		8 640		8 640
Dépréciations de l'actif immobilisé	18 978		959	18 019
Dépréciations de l'actif circulant (2)	70 872		70 872	
	89 850	8 640 (*)	71 831 (*)	26 659
(*) Dont : . exploitation		8 640	70 872	
. financier			959	
. exceptionnel				

(1) Le montant des provisions pour risques et charges correspond à un litige prudhommal.

(2) En janvier 2017, la cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au ministère de l'économie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (71k€).

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	530 270	8 379	521 891
Acomptes versés sur commandes	2 690	2 690	
Créances d'exploitation	1 146 266	1 110 165	36 101
Créances diverses	239 323	239 323	
Charges constatées d'avance	91 957	91 957	
	2 010 505	1 452 513	557 992

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	1 858	1 858		
Emprunts bancaires (1)	1 453 372	540 036	834 761	78 574
Emprunts & dettes financières divers (2)	626 276	149 742	476 534	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	5 496 571	5 271 294		225 277
Dettes diverses	110 135	76 157		33 978
Produits constatés d'avance				
	7 688 212	6 039 087	1 311 296	337 829
<i>(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires</i>				1 858
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				200 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				524 298
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				16 682

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et les charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement **Néant**

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	Hypermarché	Drive	Total
- Ventes de marchandises	42 728 711	3 162 855	45 891 566
- Production vendue (biens)	31 264		31 264
- Production vendue (services)	529 171	38 556	567 727
	43 289 146	3 201 411	46 490 557

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	9
- Agents de maîtrise	18
- Employés	149
	176

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 198 388 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement au sein du magasin (notamment operculeuse boucherie) et du drive (notamment vitrines surgelés).

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 212 230 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Certificats d'économie d'énergie		28 019
Pénalités et amendes	107	
Subvention accordée	8 200	
	8 307	28 019

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	225 277
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	261 582
	486 859

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée de crédits et réductions d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère F.N.C..

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	718 929
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 149 554
	<u>569 375</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	85 536
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	91 269

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce ou nantissement de compte bancaire).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	2 916 045	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 35 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 443 000 €

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	59 991	75 000
Créances rattachées à des participations	88 193	37 763
Prêts		
Emprunts et dettes financières divers	16 682	
Produits de participation		
Autres produits financiers		225
Charges financières	1 881	

Filiales & participations à plus de 50 %

Capital	13 000
Capitaux propres autres que le capital	18 080
Quote-part du capital détenu	99.99%
Valeur brute des titres détenus	59 991
Valeur nette des titres détenus	59 991
Prêts et avances consentis	
Cautions & avals donnés	
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	61 600
Résultat du dernier exercice clos	10 987
Dividendes encaissés	
Date du dernier exercice clos	31/12/2016

S.C.I. Y.B.I.
Rue du Prieuré
53100 MAYENNE
R.C.S. 512 229 337

Filiales & participations entre 10 & 50 %

Capital	375 000
Capitaux propres autres que le capital	- 488 314
Quote-part du capital détenu	20.00%
Valeur brute des titres détenus	75 000
Valeur nette des titres détenus	75 000
Prêts et avances consentis	37 500
Cautions & avals donnés	
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	3 751 417
Résultat du dernier exercice clos	89 377
Dividendes encaissés	
Date du dernier exercice clos	31/12/2016

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

FIMADIS
Société par actions simplifiée au capital de 300 000 euros
Siège social : Rue du Prieuré - 53100 MAYENNE
388 758 443 RCS LAVAL

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 31 AOUT 2017
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 28 février 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 410 249,14 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 410 249,14 euros
A titre de dividendes	650 000,00 euros
Soit 325,00 euros par action	
Le solde	760 249,14 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 3 844 215,89 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 28 février 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 650,00 euros,
- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 28 février 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 649 350,00 euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été rappelé aux associés que :

- les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et qu'ils font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable,
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède le versement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
28/02/2014	1 350 000 €	2 000	1 350 €	1 348 650 €
28/02/2015	460 000 €	2 000	460 €	459 540 €
29/02/2016	610 000 €	2 000	610 €	609 390 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 31 août 2017

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Mr Frédéric CHARRON

